

MÉDIAS ALTERNATIFS ET MOBILISATIONS TRANSNATIONALES

Dominique CARDON, Fabien GRANJON
Laboratoire SENSE
Orange Labs

Le développement de l'Internet s'est très tôt accompagné de l'idée que ce nouveau support de communication pouvait être le théâtre d'une profonde transformation des formats médiatiques, ouvrant notamment un espace pour des expériences alternatives, radicales, dissidentes ou critiques dans les pratiques informationnelles. Même si elle n'en constitue pas la composante principale, l'ambition d'« élargir » l'espace médiatique traditionnel fait étroitement partie de « l'imaginaire d'Internet »¹. Car si ses prophètes étaient sans doute plus enclins à affirmer les droits à l'indépendance du cybermonde, ils étaient aussi soucieux des effets que pourraient exercer en retour l'émergence d'un nouvel espace d'échange libre, coopérant et international sur les formes traditionnelles de la politique et du journalisme. En-deçà ou à côté de la promotion utopique de sa propre politique séparatiste, l'Internet a très tôt accueilli des formes de mobilisation et de publication en contact étroit avec l'espace politico-journalistique. Celles-ci exercent au moins deux types d'influence sur les espaces publics nationaux : une dynamique de transnationalisation facilitant la circulation des informations et la coordination entre espaces nationaux distincts et un mouvement de diversification et de radicalisation des formats informationnels². C'est dans cette perspective que nous voudrions interroger brièvement les raisons et les manières dont les militants internationaux qui se reconnaissent aujourd'hui dans le mouvement altermondialiste se sont saisis de l'Internet pour construire des médias alternatifs originaux et proposer de nouveaux formats informationnels³.

¹. Cf. P. FLICHY, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La découverte, 2001.

². Cf. D. CARDON, F. GRANJON, « Médias alternatifs et radicalisation de la critique » in Collovald (Annie), Gaïti (Brigitte), dir., *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, p. 309-334, ainsi que P. DAHLGREN, « L'espace public et Internet », vol. 18, *Réseaux* n° 100, 2000, p. 157-186.

³. Ce texte reprend sous une forme synthétique : D. CARDON, F. GRANJON, « Médias alternatifs et média-activistes », in AGRİKOLIANSKY E., FILLIEULE O., MAYER N., dir., *L'altermondialisme en France. Naissance d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 175-198.

Une mobilisation réticulaire

Il n'est guère difficile de montrer que le réseau des réseaux a joué un rôle important dans la constitution et l'organisation du mouvement altermondialiste et que, toute chose étant égale par ailleurs, les échanges électroniques y jouent un rôle beaucoup plus sensible qu'au sein d'autres espaces associatifs ou politiques. De nombreux facteurs, parmi lesquels l'impératif d'une coordination au niveau international, peuvent être convoqués pour expliquer ce phénomène. Mais il faut insister prioritairement sur une caractéristique propre à la plupart des organisations les plus actives du mouvement altermondialiste : leur forme d'organisation en réseau. Cet aspect a déjà été maintes fois souligné : les caractéristiques communes aux formes d'organisation distribuée qui se sont récemment développées dans le monde de l'entreprise et dans l'univers militant sont nombreuses. Luc Boltanski et Eve Chiapello, dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, parlent à ce sujet d'un rapport d'isomorphie entre les transformations du capitalisme et de sa critique⁴. Les structures militantes se devant, pour être efficaces et déployer une critique pertinente, d'emprunter leur forme et leurs ressources au monde qu'elles contestent. Ainsi, contre l'entreprise hiérarchique, verticale et centralisée, s'est développé le management en « mode projet » empruntant à la forme réseau son caractère horizontal, polyvalent et distribué. De la même manière, et de façon concomitante, dans l'univers militant, on a assisté à la naissance de formes organisationnelles empruntant elles aussi des formes réticulaires opposables aux bureaucraties partisans et aux structures syndicales traditionnelles. Sont ainsi apparus dans les années 90 des mouvements d'une nature nouvelle : des associations internationales humanitaires, SUD dans le monde syndical, des associations de sans droits (sans logement, sans papier, sans emploi, etc.) et des associations revendicatives spécialisées comme Act-Up ou Attac. Ces organisations se présentent comme des instances décentralisées, aux frontières poreuses, refusant la délégation à des porte-parole, encourageant la multi-appartenance, fonctionnant sur le mode du réseau et réservant une certaine autonomie aux différentes entités qui les composent. Refusant la lourdeur bureaucratique, les compromis internes, les exigences tatillonnes de représentativité, ces acteurs ont été conduits, par souci d'efficacité, à développer des coordinations inter-organisationnelles afin de créer un tissu souple de collectifs associés.

⁴. L. BOLTANSKI, E. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 431-435.

Derrière l'étiquette unifiante de « Mouvement alter-mondialiste », on observe ainsi une constellation d'organisations extraordinairement hétérogènes reliant des groupes libertaires et des associations catholiques de lutte contre la faim, des *think tanks* et des organisations paysannes et indigènes, des mouvements écologistes et des associations féministes. Cette mise en réseau a été rendue possible par une très fine division interne des spécialisations thématiques portées par chaque mouvement, la distribution des rôles préservant l'intérêt pour la coopération sur la compétition entre structures.

Un des aspects remarquables de ces formes de militantisme en réseau tient au renouvellement de son « répertoire d'action ». Les techniques de mobilisation privilégiées se caractérisent par la préférence pour l'action directe contre les opposants (occupation, squat, zap, blocage, campagne internationale de boycott) et par une très forte symbolisation des performances publiques afin d'attirer l'attention des médias. Ces modes d'action empruntent leur forme au modèle du projet : nécessaire coordination pour une durée limitée d'un ensemble d'acteurs et de ressources en vue de la réalisation d'un but commun ; préférence pour l'action en présence, plutôt que l'action distante et médiée ; coalition d'organisations multiples ; focalisation événementielle sur un thème précis pouvant être aisément relayé par les médias (*single issue*). L'activité militante peut ainsi être décrite comme une succession de projets ayant un calendrier précis comme dans le cas des sommets, des contre-sommets ou des campagnes internationales de mobilisation de l'opinion publique. Ces modes d'action permettent de tracer, sans marquage fort, une frontière autour de certaines entités pour les réunir autour d'un objectif identifiable et partageable. La construction d'un collectif sur le fond de la forme réseau apparaît donc indissociable de certaines technologies de mobilisation particulières qui découpe sur le réseau des coalitions variables d'acteurs. C'est là la nouveauté (relative) de ce répertoire de mobilisation.

Ces mouvements réservent une place décisive aux nouvelles technologies de l'information et de la communication⁵. Celles-ci constituent beaucoup plus qu'un simple outil d'échanges et d'information. Elles sont l'infrastructure indispensable à l'organisation des actions collectives ; elles contribuent à la constitution de réseaux interpersonnels longs, déterritorialisés, supportant des engagements à modulation

⁵. F. GRANJON, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée, 2001.

variable. Il existe une différence significative dans le rapport que les organisations politiques et syndicales traditionnelles et les mouvements en réseau entretiennent avec les TIC. Les premières apparaissent, dans ce domaine, beaucoup plus frileuses. Les seconds, à l'inverse, font une utilisation intensive de certains outils comme les listes de diffusion ou, à une moindre échelle, les sites contributifs usant de technologies participatives comme les systèmes de partage des contenus (type SPIP). Cette proximité entre nouvelles formes d'engagement politique et nouveaux réseaux de communication a souvent été soulignée. Certains soutiennent que le réseau des réseaux constituerait l'instrument d'une dynamique de « mondialisation par le bas »⁶ permettant de faire émerger un mouvement de citoyens international et indépendant. Il serait même, selon Manuel Castells, le vecteur de la constitution « d'une société civile planétaire [...] qui se structure davantage au niveau mondial que national »⁷. Il existerait une sorte de compatibilité entre l'architecture du réseau Internet qui permet de tisser des liens entre des acteurs, des textes, des organisations sans imposer de hiérarchie entre les points reliés par le réseau et le fait que les mouvements du Mouvement altermondialiste s'accordent sur les principes d'une lutte commune en évitant de développer une plate-forme collective risquant de faire apparaître des divergences d'intérêt ou de positions. « Le mouvement anti-mondialisation, écrit Manuel Castells, n'a ni organisation permanente, ni centre, ni structure de commandement, ni programme commun. Des centaines, des milliers d'organisations et d'individus de par le monde convergent pour exprimer une protestation symbolique puis se dispersent et retournent à leurs problèmes spécifiques - ou, plus simplement, s'évanouissent dans la nature et sont remplacés par de nouveaux contingents de militants débutants. L'efficacité du mouvement provient précisément de sa diversité, de sa capacité à associer les marges violentes, enragées, de la société aux plus hautes autorités morales et religieuses. Son influence, déjà mesurable au changement sensible d'attitude d'institutions aussi importantes que la Banque mondiale, s'explique par son aptitude à poser les problèmes et à imposer le débat sans s'engager dans la négociation, puisque personne ne peut négocier en son nom »⁸. Sur un même mode analogique, beaucoup ont insisté sur le fait que ce mode d'organisation de la mobilisation alterglobalisation avait des

⁶. F. BARLOW, T. CLARKE, *La bataille de Seattle. Société civile contre mondialisation marchande*, Paris, Fayard, 2002, p. 16.

⁷. M. CASTELLS, *Le Monde*, 1/06/02.

⁸. M. CASTELLS, *La galaxie Internet*, Paris, Fayard, 2001, p. 176.

propriétés comparables aux formes d'association de l'hypertexte sur Internet⁹.

Il reste pourtant qu'une sociologie attentive aux usages et aux pratiques se doit d'être plus prudente dans ses conclusions et tenir compte des différences notables qui apparaissent entre les principes organisationnels que revendiquent les acteurs et la réalité de leurs pratiques. A cet égard, les organisations dites « en réseau » révèlent souvent à l'examen un fonctionnement bureaucratique et des opacités qui ne correspondent guère au modèle dont elles se prévalent. La coopération entre organisations au sein du mouvement altermondialiste dissimule mal les jeux concurrentiels qui les opposent... Mais il importe surtout, afin de rompre avec le déterminisme technologique implicite dans ce raisonnement analogique, de rappeler que les particularités de l'Internet dépendent avant tout des stratégies sociales et politiques, diverses et parfois contradictoires, des acteurs qui l'investissent. Le réseau de communication de l'Internet ne porte pas en lui-même de préférence particulière pour tel ou tel type d'engagement social ou politique. Il offre en revanche des opportunités que les acteurs saisissent et s'approprient pour construire des réseaux technico-politiques adaptés à leurs modes d'engagement. Aussi est-ce en s'attachant aux manières de s'approprier et de « politiser » le réseau, comme l'on fait certains acteurs du militantisme informationnel au sein du Mouvement altermondialiste, que l'on peut faire apparaître les rapprochements – mais aussi les tensions – entre un certain type d'activisme transnational et les propriétés de l'Internet. Cette dimension apparaît notamment si l'on prête attention à la manière dont les acteurs investis dans les espaces de publication numérique adressent des critiques à l'espace médiatique traditionnel.

⁹. Naomi Klein, figure majeure du Mouvement altermondialiste, développe par exemple des arguments similaires, cf. N. KLEIN, « The Vision Thing », *The Nation*, cité dans M. BARLOW, T. CLARKE, *La bataille de Seattle. Société civile contre mondialisation marchande*, Paris, Fayard, 2002, p. 362-364.

La critique des médias comme ressort de pratiques alternatives sur Internet

En effet, parmi les différentes revendications que partage la galaxie altermondialiste, la critique des médias joue un double rôle. Elle apparaît d'abord comme une *cause transverse* partagée, bien qu'avec une importance très différente, par l'ensemble des organisations qui se reconnaissent aujourd'hui dans le mouvement. À leur manière, chacune d'elles adressent des reproches aux médias qu'elles rendent responsables de la mauvaise hiérarchisation des priorités de l'agenda public, ou qu'elles accusent de céder aux pressions des lobbies industriels ou de marginaliser les propositions alternatives. Il faut rappeler à cet égard que l'association Attac est née d'une initiative d'un éditeur du *Monde Diplomatique*. Mais la critique de la globalisation des industries de l'information constitue aussi une *cause spécifique* pour un ensemble de groupes qui ont créé des mobilisations particulières sur ce sujet. Ainsi un tissu d'acteurs très hétérogène s'est retrouvé engagé dans les activités du mouvement altermondialiste : médias alternatifs, *watchdogs*, associations de démocratisation de l'accès à l'information, groupes de pression visant à changer les modes de régulation de l'espace médiatique, universitaires spécialistes des questions de communication, collectifs de militants de l'Internet citoyen, hackers, etc. Ce *militantisme informationnel* rassemble des mobilisations multiformes dont l'ambition est de démocratiser les médias en agissant sur leurs messages, leurs pratiques, leurs organisations et le contexte réglementaire qui les régit dans le but d'encourager l'expression des citoyens et de favoriser une participation élargie à l'espace public.

De façon succincte, il est possible de distinguer deux types de critiques adressés aux médias traditionnels et deux types de contre-modèle, déployés notamment via des dispositifs de communication alternatifs sur Internet¹⁰. Une première critique qui peut être appelée *anti-hégémonique* s'attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des médias que le *Monde diplomatique* qualifie d'« appareils idéologiques de la globalisation ». Ce discours critique dénonce pêle-mêle l'allégeance des entreprises de presse au monde politico-économique, la concentration des médias, la recherche du profit et le sensationnalisme. Parce qu'elle se

¹⁰. D. CARDON, F. GRANJON, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet », *Mouvements*, 25, janvier-février 2003, p. 67-73.

donne à lire comme une critique d'ordre systémique, c'est la structure de propriété des industries de l'information qui intervient, en dernière instance, comme la principale détermination des dérives journalistiques. Aussi est-ce d'abord à travers des changements structurels dans la régulation des industries de l'information, un renforcement du secteur public et une autonomisation par rapport aux pressions du marché et de l'audience que des alternatives sont formulées. D'inspiration plus libertaire que marxiste, une seconde critique, *expressiviste*, dénonce elle l'asymétrie entretenue par les médias traditionnels à l'égard de leurs lecteurs/(télé-)spectateurs. Cette critique refuse l'accaparement de la parole par les professionnels, les porte-parole et les experts. Elle s'attache principalement à défendre et à promouvoir les droits du locuteur. Il s'agit moins alors de réformer les médias et le journalisme professionnel que de libérer la parole individuelle en instaurant des dispositifs de prises de parole ouverts. La critique expressiviste milite pour l'affranchissement à l'égard des contraintes imposées par les formats médiatiques qui tendent à privilégier l'expression des locuteurs capables d'en honorer les exigences sociales et culturelles et à écarter ceux qui ne les possèdent pas.

Comme les deux faces d'une même pièce, ces deux critiques constituent une clé de lecture de l'histoire des médias alternatifs ces trente dernières années. En effet, en dépit de leur très grande diversité, les multiples expériences et revendications du militantisme informationnel pointent dans l'une ou l'autre de ces directions : soit s'attaquer au pouvoir des médias dominants en proposant d'en changer radicalement le fonctionnement ou de concevoir d'autres médias plus indépendants, plus pluralistes, plus objectifs et plus honnêtes, soit déplacer la lutte vers les personnes pour faire émerger des dispositifs d'expression dans lesquelles elles maîtriseraient elles-mêmes les instruments de représentation et de symbolisation de leurs conditions, affirmant là un pouvoir dont les médias centraux les auraient dépossédés. Cette tension interne constituait déjà un trait propre de la première génération des mobilisations autour des médias alternatifs dans les années 70 et 80. Elle opposait par exemple les intellectuels et les ONG engagés dans les débats du Nouvel ordre mondial pour l'information et la communication (NOMIC) aux pratiques développées par les acteurs des médias communautaires¹¹. Avec l'Internet, on observe la reconduction de cette opposition entre deux branches sensiblement différentes du militantisme informationnel.

¹¹. Cf. D. CARDON, F. GRANJON, « Médias alternatifs et média-activistes », *op. cit.*

La contre-expertise anti-hégémonique

La critique que nous avons appelé « anti-hégémonique » a repris de l'importance depuis le milieu des années 90 et a trouvé un nouveau terrain d'expression sur Internet avec la multiplication de sites de contre-expertise et des *watchdogs*, observatoires critiques du travail quotidien des médias centraux. En effet, au début des années 80, les partis sociaux-démocrates, une fois au pouvoir, ont généralement abandonné la partie de leur programme consacrée à la régulation de la concentration du secteur de l'audiovisuel et ont même souvent participé à leur dérégulation. La critique anti-hégémonique de la concentration des moyens d'information s'est, de ce fait, considérablement essoufflée dès le milieu des années 80 pour connaître une période de dix années de relative atonie. Il faudra attendre le milieu des années 90 pour assister à un renouveau de la dénonciation de l'hégémonie des médias centraux sur la scène publique, recomposition du militantisme informationnel qui n'est plus relayé par les partis sociaux-démocrates, socialistes ou travaillistes mais par les gauches alternatives, écologistes et les associations de téléspectateurs. Comme l'ont montré Robert McChesney et John Nichols, aux États-Unis, la conjoncture du milieu des années 90 a vu naître une multitude d'initiatives « citoyennes » formulées par des associations locales, des journalistes dissidents et le tissu des nouveaux collectifs organisé autour de la dénonciation de la consommation, des marques et du commerce équitable¹². Ce renouveau se caractérise par une multiplication d'initiatives et d'organisations. Il est aussi porté par des intellectuels et des universitaires qui réinvestissent la question de la critique du pouvoir des médias. Une abondante littérature sur les biais d'information et la concentration du secteur a été remise sur le marché après la vague de travaux des années 70 comme en témoignent les succès d'édition des ouvrages de Serge Halimi, de Pierre Bourdieu ou de Noam Chomsky.

L'Internet a favorisé la multiplication de ces initiatives. Ainsi, parmi les différentes techniques de mobilisation déployées par ce type de militantisme informationnel, celle qui enregistre le plus de succès dans la seconde partie des années 90 est le développement de collectifs organisant une surveillance des médias centraux (*watchdogs*). Fondé en

¹². R. W. MCCHESENEY, J. NICHOLS, *Our Media, not theirs. The democratic Struggle Against Corporate Media*, New York, Seven Stories Press, 2002.

1986, Fairness & Accuracy in Reporting (FAIR) est le premier et le plus visible de ces observatoires dans l'espace médiatique américain¹³. Porté par un groupe de journalistes, de syndicalistes des entreprises de presse et d'activistes, il pose sur le travail quotidien des grands réseaux d'information un regard critique démasquant les biais, traquant les connivences entre journalistes et gouvernants, moquant les renvois d'ascenseur de la critique littéraire, dénombrant les influences des *think tanks* libéraux, assurant la comptabilité des interventions des universitaires et des intellectuels dans les médias et relevant (notamment au moyen de techniques de comptage développées par la sociologie du journalisme américaine) les déformations dans la couverture des événements sociaux. En France, une mobilisation relativement similaire s'est engagée au milieu des années 90, avec les collectifs Raisons d'agir, Acrimed et Pour Lire Pas Lu (PLPL), prolongeant, transformant et radicalisant la critique systémique des médias entretenue de longue date par *Le Monde diplomatique*. Au sein du mouvement altermondialiste, un Observatoire international des médias (Media Watch Global – MWG) a été lancé par *Le Monde diplomatique* et IPS en 2003 afin de construire un réseau d'observatoires nationaux de surveillance des médias structuré autour de trois types de participants : des professionnels, des universitaires et des représentants du public. Le type de vigilance exercé par les *watchdogs* permet une articulation entre critique interne du travail journalistique et critique externe du pouvoir médiatique. Les analyses produites par ces sites contre-experts pointent d'abord les manquements à la déontologie du journalisme : unilatéralisme dans les sources, trace de jugement de valeur, déformation des propos, sensationnalisme, etc.¹⁴. Ils renvoient ainsi vers la profession journalistique ses propres exigences déontologiques réassurant ainsi les principes d'impartialité et d'objectivité qui participent à l'autonomisation de cet espace professionnel.

¹³. Parmi les *watchdogs* américains, outre FAIR, il faut aussi compter Altnet.org développé par l'Independent Media Institute, Media Channel, National Coalition Against Censorship, Newswatch, etc. Il existe aussi des *watchdogs* « conservateurs » comme Accuracy in Media.

¹⁴. C. LEMIEUX, *Mauvaise presse*, Paris, Métailié, 2000.

L'open publishing

C'est dans un sens tout à fait différent que s'est développé pendant la même période un ensemble d'initiatives se réclamant cette fois de la critique *expressiviste*. Elles ont donné forme au courant du « média-activisme », dont le représentant le plus connu et le plus symptomatique est le réseau international des Independent Media Center. Indymedia a été créé lors du contre-sommet de Seattle en novembre 1999 par des informaticiens, des vidéo-activistes et toute une frange de collectifs de jeunes militants américains proche des milieux libertaires. L'originalité de ce dispositif, outre le succès et l'extension à travers le monde des collectifs Indymedia, est qu'il fonctionne sur le mode de *l'open publishing*. Tout le monde peut y publier des textes, des sons ou des vidéos sans qu'aucune censure, ni sélection, ni hiérarchisation de l'information ne soit faite. Seule contrainte : les textes haineux, racistes ou antisémites sont, non pas censurés, mais simplement mis dans une rubrique à part, tout en restant accessibles. Empruntant aux collectifs affinitaires anarchistes leur mode d'organisation, le réseau Indymedia fonctionne de manière horizontale et décentralisé.

Cette inspiration libertaire et ce souci de l'ancrage dans les communautés d'expérience des mouvements sociaux prennent source dans la tradition des médias alternatifs communautaires des années 70 et 80 en réanimant notamment le souci de constituer un média *perspectiviste*, préférant la polyphonie des subjectivités à l'objectivité des experts, redistribuant à tous le droit à la parole et travaillant à l'effacement de la frontière entre producteurs d'informations bénévoles et professionnels. Pourtant, même s'il en hérite directement et si certains de ses promoteurs en sont directement issus, les différences sont sensibles entre le courant historique des médias alternatifs et sa recomposition sous l'étiquette du « média-activisme » dans la seconde partie des années 90. Les modes d'organisation et les ressources politiques ne sont pas les mêmes. Alors que les médias alternatifs étaient pour la plupart nés de la rencontre de groupes organisés (parti, syndicat, église) avec des communautés locales, le média-activisme ne s'appuie pas sur des structures organisationnelles très identifiables. Ses promoteurs ne sont pas issus des métiers de l'information ni n'ont de contacts réguliers avec les journalistes professionnels. Ils se montrent méfiants à l'égard des subventions versées par les institutions et les fondations qui, aux Etats-Unis, ont largement soutenu les développements des médias communautaires et des *watchdogs*. Surtout, le média-activisme construit

une figure individualisée du militant informationnel. Il ne cesse de travailler à le détacher des catégories d'appartenances territoriales, sociales ou politiques qui étaient reconnues positivement dans l'idéologie participationniste des médias alternatifs. La valorisation exacerbée des différents états du sujet (son corps, sa subjectivité, son autonomie) qui est faite dans ces milieux témoigne du processus d'individualisation qui s'opère dans les cultures politiques d'extrême-gauche pour y incorporer des traits, par ailleurs largement recomposés, de la tradition anarchiste.

Parallèlement au développement du média-activisme s'est construit depuis les années 90 un courant qui mêle étroitement le monde des hackers, des artistes et des militants politiques et qui se désigne lui-même sous le nom de « média tactique ». Parmi les différents réseaux représentant ce courant, on peut citer le Critical Art Ensemble ou le collectif animé par David Garcia et Geert Lovink, Next Five Minutes. Ses promoteurs valorisent l'hybridation et les identités instables, ils préfèrent les processus aux productions, refusent les engagements politiques structurés et les étiquetages artistiques. Cette fraction « politisée » du monde du logiciel libre se présente comme une contre-culture militante et radicale dans laquelle se mêlent exercice de virtuosité technique, guérilla digitale contre les institutions et mode de production collective organisée sous un format réticulaire. L'univers du logiciel libre propose en effet une reformulation de la critique *expressiviste*. Les échanges qui s'y sont développés avec succès ont donné corps à une forme de vie qui va intéresser les générations de jeunes militants à plusieurs titres : parce qu'ils constituent un modèle effectif de coopération, parce qu'ils instaurent un principe de propriété collective opposable aux logiques propriétaires, parce que, enfin, ils invitent chaque personne à être proposante et active dans la production du logiciel mais aussi dans toute un ensemble d'autres biens comme les connaissances ou l'information.

Ce très rapide panorama des deux traditions de la critique des médias et de leur expression sur Internet permet de mieux comprendre certaines des tensions qui animent aujourd'hui les débats entre les différents acteurs du militantisme informationnel. On observe en effet un très grand éclatement des points de contact des mobilisations informationnelles avec le mouvement altermondialiste. Les intellectuels spécialisés dans la critique des médias parlent dans les assemblées plénières des forums sociaux ; les acteurs des sites de contre-expertise thématique se retrouvent dans les ateliers pour coordonner des campagnes internationales comme les porte-parole de la campagne CRIS ; les média-activistes se retrouvent

en périphérie des forums pour couvrir et participer aux mobilisations (squat, manifestations, actions de désobéissance, etc.); et les médias tactiques font des expérimentations digitales au sein de « médialab » qu'ils dressent en bordure des forums. Cette opposition entre les répertoires d'action orientés vers la parole ou vers l'action témoigne bien de la diversité des configurations sociales et idéologiques respectives des mobilisations informationnelles. Les acteurs ne se rencontrent guère dans des cadres communs, ne se reconnaissent pas derrière une identité collective et ne s'identifient pas mutuellement comme partie prenante d'un espace relationnel.

Cependant, le processus de construction sous l'égide des Institutions internationales d'une société civile dans le cadre du Sommet mondial sur la société de l'information constitue une opportunité pour faciliter l'articulation entre ces acteurs et ces problématiques différentes. En effet, même si l'investissement dans la préparation du sommet a été le fait d'une élite militante, même si tous les secteurs du militantisme informationnel n'y sont représentés que de façon très inégale, le processus préparatoire du sommet constitue un cadre de rencontre entre ces différents réseaux. Il a favorisé les processus d'interconnaissance, a permis de confronter les positions divergentes et a permis une meilleure articulation des choix tactique et stratégique. C'est pourquoi il paraît intéressant de suivre la manière dont, dans la double dynamique du SMSI et des forums sociaux, les thématiques et les acteurs du militantisme informationnel sur Internet parviendront ou ne parviendront pas à se rencontrer.